



DOSSIER Guerres au Moyen-Orient

Israël assume sa fuite en avant dévastatrice au Liban

Le pays du cèdre a vécu mercredi 8 avril la journée la plus sanglante de la guerre, avec plus de 254 morts. Pris de court par l'accord trouvé entre Washington et Téhéran, le gouvernement israélien poursuit sa guerre contre le Liban, espérant ainsi gonfler sa popularité auprès de son opinion publique.

Clothilde Mraffko

9 avril 2026 à 14h01

Mercredi 8 avril, alors que les capitales d'Europe et du monde arabe accueillent avec soulagement la nouvelle d'un cessez-le-feu négocié par les États-Unis avec l'Iran, les avions de chasse et les drones israéliens ont semé la mort et la destruction depuis les cieux libanais. Plusieurs immeubles du centre de Beyrouth, la capitale, ont ainsi été pulvérisés.

À Saïda ou à Tyr, sur la côte sud, des secouristes fouillaient frénétiquement des pâtes de maisons réduits à des tas de gravats, tandis que les hôpitaux appelaient les habitant-es à venir urgemment donner leur sang face à l'afflux de personnes blessées. Sur les réseaux sociaux circulaient des photos d'enfants couverts de poussière dont on cherchait les parents.

Les attaques israéliennes ont tué au moins 254 personnes et en ont blessé 1 165 autres, a annoncé la défense civile libanaise mercredi soir. L'horreur et la sidération sont telles que le premier ministre libanais, Nawaf Salam, a fait du jeudi 9 avril une « *journée de deuil national en hommage aux martyrs et aux blessés des attaques israéliennes ayant visé des centaines de civils* ».



Benjamin Nétanyahou avec le ministre de la défense, Israël Katz (à droite), et le chef d'état-major des forces de défense israéliennes, Eyal Zamir (à gauche), sur la base aérienne de Palmachim (Israël) le 3 mars 2026. © Photo Maayan Toaf / Israel Gpo via ZUMA Press Wire / Abaca

Lâché par son allié états-unien, qui a décidé à sa guise de la conduite de la guerre puis du cessez-le-feu avec l'Iran, Israël s'arc-boute sur le Liban pour tenter d'arracher une victoire contrebalançant le bourbier iranien – le pays a vécu ces dernières semaines au rythme des attaques de missiles de Téhéran. L'armée israélienne a annoncé avoir bombardé mercredi « *cent sites et infrastructures du Hezbollah en environ dix minutes* ».

À rebours de l'Iran et des médiateurs pakistanais, Israël et Washington affirment que le cessez-le-feu n'inclut pas le Liban. « *Si l'Iran veut que cette négociation capote à cause d'un conflit dans lequel ils se font étriller au Liban, qui n'a rien à voir avec eux [...], c'est leur choix. Nous pensons que ce serait idiot mais c'est leur choix* », a déclaré mercredi soir le vice-président des États-Unis, J. D. Vance, en réponse aux menaces iraniennes de se retirer de l'accord après les attaques israéliennes.

La poursuite de la guerre de 2024

Israël dissocie sa guerre contre l'Iran de celle qu'il mène chez son voisin du nord. « *Pour les Israéliens, le Liban est un dossier en soi, qui traîne sur une table depuis 1978. Quand bien même le gouvernement israélien aujourd'hui justifie ce qu'il fait au Liban par la chasse au Hezbollah, en réalité il a des visées bien différentes qui sont celles du territoire du sud du Liban* », déjà occupé entre 1982 et 2000 et riche en eau, rappelle Daniel Meier, professeur

de science politique à l'IEP de Grenoble, spécialiste du Liban.

Le gouvernement israélien a fait peu de mystère, ces dernières semaines, de son intention de rester dans la zone qui sépare la frontière libano-israélienne du fleuve Litani, une trentaine de kilomètres plus au nord. Le ministre des finances israélien, le suprémaciste juif Bezalel Smotrich, a carrément appelé à l'annexion d'une partie du territoire libanais et encouragé à répéter à Beyrouth les crimes commis à Gaza.

L'opération militaire israélienne lancée le 2 mars, en réponse à des tirs du Hezbollah qui n'ont causé aucun dégât, est la continuation de celle de 2024. En tuant notamment le dirigeant du Hezbollah, Hassan Nasrallah, Israël espérait alors désorganiser la milice chiite libanaise et l'affaiblir définitivement pour conquérir des territoires. La guerre ne s'est jamais vraiment arrêtée : fin novembre 2025, soit près d'un an après le cessez-le-feu, plus de 330 personnes avaient été tuées au Liban par Israël, dont au moins 127 civils.

« Les Israéliens sentent bien que si on les oblige à arrêter la guerre maintenant, ils seront loin d'avoir atteint leurs objectifs militaires. »

Daniel Meier, professeur à Sciences Po Grenoble

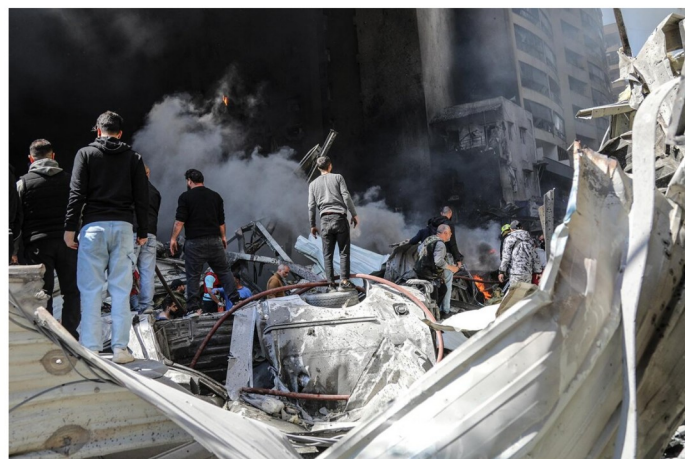
Cette dévastation s'accompagne de la « *destruction systématique, massive de l'ensemble des villages de la frontière. Jusqu'à trente-quatre villages ont été ciblés et quasiment réduits à néant en 2024 et, aujourd'hui, il semble que ce soit plus d'une cinquantaine. L'armée [israélienne] a fait des incursions nocturnes pendant les quatorze derniers mois pour dynamiter les maisons qui avaient survécu* », décrit Daniel Meier. Israël vise à « *empêcher toute vie de renaître* » dans la zone qu'il préempte, explique le chercheur, auteur du livre *Le Liban : du mythe phénicien aux périls contemporains* (Le Cavalier bleu, 2025), qui rappelle la « *terreur* » que font régner les drones israéliens qui bourdonnent en permanence dans le sud du pays, « *qui espionnent et qui tuent* ».

Malgré sa puissance militaire, Israël engrange peu de réelles avancées sur le terrain. « *Le Hezbollah fait quarante commandos tous les jours au sud du Liban*, souligne Daniel Meier. *Les Israéliens sentent bien que si*

on les oblige à arrêter la guerre maintenant, ils seront loin d'avoir atteint leurs objectifs militaires. » Le désarmement du Hezbollah semble impossible par la force – l'armée israélienne elle-même l'a admis la semaine dernière, indiquant que seul le gouvernement libanais pourrait contraindre la milice chiite à rendre son arsenal militaire. L'organisation fondée en 1982 pour résister à l'invasion israélienne au Liban n'est pas seulement un mouvement armé, elle s'appuie sur un parti politique et dispose d'une solide base populaire.

Indifférence

Après les résultats hasardeux de la sanglante campagne militaire en Iran, Israël s'est aussi lancé dans la guerre au Liban pour « *des objectifs de politique interne* », juge Ori Goldberg, analyste politique israélien : « *Nétanyahou a promis aux résidents du nord d'Israël de leur apporter le sentiment d'être en sécurité.* » Cela passe, selon eux, par l'établissement d'une zone vidée de toute vie à la frontière.



Les décombres d'un immeuble après une frappe israélienne dans le quartier de Corniche al-Mazraa à Beyrouth, le 8 avril 2026. © Photo Ibrahim Amro / AFP

Pourtant, alors qu'Israël retrouvait jeudi un semblant de vie normale, notamment dans le centre avec la réouverture des écoles fermées depuis un mois et demi, les localités du nord, réputées acquises au Likoud de Benjamin Nétanyahou, ont été mercredi et jeudi la cible de roquettes du Hezbollah lancées après les attaques israéliennes.

L'attention du monde est tournée vers l'Iran et le détroit d'Ormuz. Le premier ministre israélien « *a l'impression qu'il a une chance de réaliser ce qu'il avait promis parce que personne ne se préoccupe du Liban, tout comme*

personne ne s'est préoccupé des Palestiniens », constate Ori Goldberg.

« Seuls les accords peuvent nous procurer de la sécurité. Nous devons commencer par trouver un accord avec les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie et partir de là. »

Alon-Lee Green, cofondateur du mouvement Standing together

En face, Beyrouth n'a aucun levier, contrairement à Téhéran, et la communauté internationale semble largement indifférente, malgré les communiqués de condamnation publiés mercredi, France en tête. Alors que « *les soldats commencent à mourir au Liban, [à l'intérieur d'Israël] nous semblons glisser dans cette routine qui a été la nôtre pendant les dix-huit ans qui ont suivi 1982 [lors de l'occupation israélienne du Sud-Liban – ndr], où on se lève tous les jours sur la nouvelle de militaires morts dans une embuscade ou un accrochage et personne ne s'en préoccupe vraiment* », note l'analyste de Tel-Aviv.

L'opposition politique israélienne n'a rien à redire sur la stratégie de « *guerre perpétuelle* » de Benyamin Nétanyahou, déplore Alon-Lee Green, l'un des fondateurs du mouvement israélo-palestinien anti-occupation Standing together. L'activiste est l'un des meneurs des maigres manifestations qui ont eu lieu ces dernières semaines en Israël pour protester contre les opérations militaires en Iran et au Liban – en tout, à peine 3 000 personnes ont défilé dans tout le pays la semaine dernière.

Ces mouvements ont été doublement réprimés, « *par la police et les forces de sécurité d'Israël qui [les] arrêtent et passent des lois d'urgence qui les autorisent à arrêter des*

gens pour des publications en ligne », explique Alon-Lee Green, et par « *des citoyens israéliens qui utilisent des gaz lacrymogènes, cherchent [leurs] adresses, [les] attaquent lors des manifestations et ne sont jamais arrêtés – ils sont soutenus par le gouvernement* ».

L'activiste se sait minoritaire mais espère malgré tout renverser le débat public en Israël. « *Croire que nous pouvons gagner par la voie militaire sur tout le Moyen-Orient est un leurre, insiste-t-il. Seuls les accords peuvent nous procurer de la sécurité dans cette région. Nous devons commencer par trouver un accord avec les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie et partir de là.* »

Quelques heures avant le cessez-le-feu avec l'Iran, la chaîne de télévision israélienne 13 affichait un immense compte à rebours sur son plateau, en référence à l'ultimatum lancé par Donald Trump avant de mettre à exécution sa menace d'anéantir « *la civilisation* » iranienne.

Alors que le pays se prépare pour des élections en octobre 2026, les guerres de Benyamin Nétanyahou n'ont peut-être pas renforcé sa popularité, mais elles ont mis en exergue l'absence d'une alternative politique crédible sur ces sujets. Les rivaux du premier ministre israélien « *disent exactement la même chose que lui, le faisant passer pour l'adulte dans la salle* », se désole Ori Goldberg. L'échelon politique n'a pas de stratégie ; l'unique mot d'ordre pour son armée est d'utiliser la force brute, partout dans la région, sans but politique réalisable.

Clothilde Mraffko